

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : MDE 15/065/2006 (Public)
Bulletin n° : 184
ÉFAI
14 juillet 2006

Israël et territoires occupés. La population civile en danger à Gaza

Amnesty International a appelé le gouvernement israélien, ce vendredi 14 juillet, à cesser immédiatement toute attaque contre des civils et des infrastructures ou biens civils palestiniens et à prendre des mesures face à la crise humanitaire qui ne cesse de s'aggraver dans la bande de Gaza.

L'organisation a condamné les attaques telles que celle menée par les forces israéliennes dans la nuit du 11 au 12 juillet 2006 ; une famille entière – Nabil et Salwa Abou Salmiya et leurs sept enfants âgés de sept à dix-sept ans - ont été tués lorsque leur maison, située dans un quartier résidentiel très peuplé de Jabaliya, au nord de la ville de Gaza, a été prise pour cible par l'aviation israélienne. Plus d'une trentaine d'autres résidents ont été blessés lors de l'attaque.

Des responsables israéliens ont affirmé que le raid aérien visait Muhammad Deif, un dirigeant de la branche armée du Hamas, dont la présence aurait été signalée dans le bâtiment au moment de l'attaque et qui aurait été blessé. Toutefois, le gouvernement et les responsables militaires israéliens qui ont ordonné et mené le raid aérien sur le bâtiment aux alentours de 2h30 du matin devaient savoir que Nabil Abou Salmiya, enseignant à l'université et membre du Hamas, sa femme et ses enfants seraient chez eux et qu'ils seraient tués ou blessés en même temps qu'un certain nombre d'autres résidents.

De telles attaques contre des civils sont interdites en droit international et Amnesty International lance un appel pour qu'y soit mis un terme immédiatement.

Au cours de ces dernières semaines, des dizaines de femmes, d'enfants et de passants palestiniens ont été tués et des centaines d'autres blessés par les forces israéliennes dans des raids aériens et des pilonnages d'artillerie – parfois même dans leurs maisons.

Outre les neuf membres de la famille Abou Salmiya, une quinzaine d'autres Palestiniens ont été tués au cours de ces deux derniers jours, ce qui porte à 240 le nombre de Palestiniens tués par les forces israéliennes cette année. Ce chiffre englobe de nombreux membres de groupes armés palestiniens tués lors d'affrontements armés avec les soldats israéliens mais aussi de nombreux passants non impliqués dans les combats, parmi lesquels des dizaines d'enfants. Dans le même temps, une vingtaine d'Israéliens, des civils pour la plupart, ont été tués par des groupes armés palestiniens.

Alors que s'accroît la tension après l'enlèvement d'un soldat israélien par des Palestiniens armés il y a deux semaines, une crise humanitaire grave se profile dans la bande de Gaza, avec des conséquences de plus en plus sérieuses pour les quelque un million et demi de Palestiniens qui y vivent.

La poursuite de la fermeture du point de passage de Rafah entre la bande de Gaza et l'Égypte empêche

tout déplacement pour l'ensemble de la population de Gaza. Des centaines de Palestiniens qui se trouvaient à l'étranger lorsque la frontière a été fermée sont bloqués depuis des jours côté égyptien de la frontière, sans pouvoir rentrer chez eux à Gaza.

La pénurie de médicaments, de nourriture et de carburant s'aggrave du fait des fermetures répétées et prolongées, par Israël, du point de contrôle de Karni par lequel transitent tous les biens entrant dans la bande de Gaza. Depuis la destruction de la centrale électrique et de canalisations d'eau à Gaza par les troupes israéliennes il y a deux semaines, la plupart des habitants palestiniens se retrouvent sans électricité ni eau la plupart du temps et la situation s'aggrave en raison de la pénurie de carburant nécessaire au fonctionnement des générateurs et pompes à eau.

Les conséquences sont particulièrement graves dans les secteurs de la santé et de l'assainissement – particulièrement à cette période de l'année où la fourniture en électricité et en eau est essentielle au fonctionnement des appareils de réfrigération et de conservation des aliments et des médicaments.

Amnesty International a déclaré qu'Israël devait lever rapidement les mesures de fermeture et les restrictions arbitraires imposées aux points de passage de Rafah et Karni et permettre l'entrée et la sortie de la bande de Gaza des personnes et des marchandises. Selon l'organisation, Israël doit également réparer la centrale électrique, les conduites d'eau, les ponts et autres infrastructures détruites par ses troupes.

Les groupes palestiniens armés pour leur part doivent cesser de lancer des roquettes Qassam et autres projectiles sur Israël.